

9 novembre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Prise de parole du Président de la République en ouverture de la Conférence humanitaire internationale pour la population civile de Gaza.

Mesdames et Messieurs les chefs d'États et de gouvernements,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Madame la présidente de la Commission européenne,
Monsieur le président du Conseil européen,
Altesse royale,
Monsieur le commissaire général de l'UNRWA,
Monsieur le secrétaire général adjoint, coordinateur des secours d'urgences,
Madame la présidente du CICR,
Mesdames et Messieurs les directrices, directeurs et secrétaires généraux d'Organisations internationales,
Mesdames et Messieurs les ambassadrices et ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs.

Le 7 octobre dernier, un groupe terroriste, le Hamas, a mené une attaque massive contre Israël et commis des crimes d'une gravité exceptionnelle contre sa population. Plus de 1 400 personnes sont mortes, 239 otages sont toujours aux mains du Hamas. Nos premières pensées vont évidemment aux victimes de l'attaque du Hamas, à leurs familles et parmi elles de nombreux Français ; je sais que plusieurs d'entre vous ont aussi de nombreux ressortissants.

Face au terrorisme, notre unité, notre détermination, notre compassion sont entières et les otages doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Lorsqu'il a attaqué Israël, le Hamas a pris la responsabilité d'exposer les Palestiniens à de terribles conséquences. Aujourd'hui, ce sont les civils de Gaza qui souffrent. Près de 1,5 millions de personnes ont été déplacées, des milliers sont mortes ou ont été blessées. Au malheur des Israéliens s'ajoutent désormais ceux des Palestiniens. Nous ne pouvons pas nous y résoudre parce que toutes les vies se valent et parce qu'il n'y a pas, pour nous qui portons des valeurs universelles et humanistes, de double standard.

Disons-le clairement, face au terrorisme, Israël a le droit de se défendre et le devoir de protéger les siens. Il a aussi une éminente responsabilité qui est celle de toutes les démocraties, respecter le droit et protéger les civils.

La lutte contre le terrorisme ne peut jamais aller sans règles. Israël le sait, le piège du terrorisme est pour nous tous le même, céder à la violence et renoncer à nos valeurs. Or, nous partageons des valeurs et avons des engagements communs qui nous amènent aujourd'hui, d'accords avec les autorités israéliennes et palestiniennes, à nous préoccuper de la situation humanitaire à Gaza.

Les civils doivent être protégés et c'est absolument indispensable. Ce n'est pas négociable. C'est une nécessité immédiate et à plus long terme, c'est aussi une condition même de l'efficacité de notre lutte contre les terroristes.

Aujourd'hui, la situation est grave et se dégrade chaque jour davantage. Dans l'immédiat, c'est à la protection des civils qu'il nous faut travailler. Il faut pour cela une pause humanitaire très rapide et il nous faut œuvrer à un cessez-le-feu. Celui-ci doit pouvoir devenir possible. Il faut créer l'espace nécessaire aux acteurs humanitaires pour agir à Gaza. Nous allons les entendre et je souhaite que cette réunion nous permette d'être efficaces ensemble dans un esprit de consensus et dans l'objectif qu'au-delà du drame que vivent aujourd'hui de trop nombreuses familles israéliennes et palestiniennes, nous sachions prendre une véritable initiative de paix et de sécurité pour tous au Proche-Orient.

Cette initiative repose sur, évidemment, ce pilier humanitaire sur lequel nous allons avancer concrètement aujourd'hui. Elle repose sur un deuxième pilier sécuritaire. Nous avons su le faire ensemble contre Al-Qaïda, contre Daesh, contre d'autres groupes dangereux pour tous. Personne ne peut plus dire que le Hamas n'est pas un groupe dangereux et un groupe terroriste. Des mesures devront donc être prises pour tarir ces financements, sanctionner ceux qui sont liés de près ou de loin à l'attaque du 7 octobre.

Je proposerai également une série d'actions pour éviter que d'autres groupes terroristes de la région ne se joignent plus avant aux hostilités pour tarir leur flux d'argent, d'armes, de propagande. Enfin, mais ce sera pour plus tard, nous ne ferons pas l'économie d'une réflexion plus large sur l'évolution du terrorisme aujourd'hui et, pour cela, nous aurons à nouveau à nous coordonner.

Il y a un deuxième pilier sécuritaire qui est indispensable, mais qui doit être ciblé, précis, qui exige une coordination étroite entre nos services de renseignement, qui est une action sécuritaire, mais aussi financière et qui nécessite l'implication de toutes les parties régionales et internationales.

Puis, le troisième pilier, même s'il est difficile à imaginer aujourd'hui est plus encore indispensable : c'est le pilier politique. Nous devons apprendre de nos erreurs et ne plus accepter que la paix au Proche-Orient soit toujours remise à plus tard. Il nous faut donc dès maintenant reprendre l'initiative et trouver les forces d'aller enfin vers la solution de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte, en paix et en sécurité. Démontrons avant toute chose que la création d'un État palestinien sert la sécurité d'Israël. Démontrons qu'un État palestinien soit satisfait et qu'une solution durable nécessite que la question palestinienne soit réalisée.

Ces 3 aspects humanitaires, sécuritaires, politiques, sont profondément indissociables, mais notre ambition aujourd'hui est de pouvoir apporter une part de cette réponse par la coordination de toutes les bonnes volontés. Et je souhaite que nous puissions pour cela identifier les besoins en argent et en matériel pour les populations, les éléments aussi d'organisation très concrets sur le terrain que nous devons avoir et qui sont acceptables et les demandes que nous devons faire aux différentes parties prenantes là aussi de manière très concrète pour que cette aide puisse s'acheminer et pour que nous puissions préparer donc cette pause humanitaire, puis se cessez-le-feu, qui sont, comme je l'ai dit, indispensables.

Je vous propose donc qu'en méthode, nous puissions avoir d'abord les organisations et acteurs sur le terrain. Et donc, je vais d'abord donner la parole au commissaire général de l'UNRWA, Monsieur LAZZARINI, puis à Monsieur GRIFFITHS, puis à Madame la présidente du CICR, Madame SPOLJARIC. Puis deux porte-parole d'ONG s'exprimeront, Monsieur EGELAND et Madame DE FOURNY pour le Norwegian Refugee Council et MSF.

Ensuite, je propose que les chefs d'État, de gouvernement et d'organisation présents puissent s'exprimer pour apporter leurs contributions, leurs convictions et leur aide.

Monsieur le commissaire général, je vous cède la parole en commençant par vous exprimer nos condoléances les plus sincères pour les personnels que vous avez perdus durant ces dernières semaines. Des femmes et des hommes qui servaient la communauté internationale et servaient l'UNRWA, sont tombés dans la bande de Gaza. C'étaient des femmes et des hommes qui aidaient, qui enseignaient, qui soignaient. Et je veux, en vous cédant la parole, avoir une pensée toute particulière pour vos équipes. Merci.

Emmanuel MACRON

Avant de donner la parole maintenant à la présidente de la Commission européenne, aux Chefs de gouvernements, au président du Conseil, je crois qu'il y a un consensus qui se dégage quand même très nettement des propos qui viennent d'être tenus.

D'abord, je vais ici redire que, en parlant de préoccupations humanitaires, il y a la question des otages, vous l'avez d'ailleurs rappelé très clairement tous, et la libération sans condition et immédiate des otages est un point absolument clé. Il y a ensuite la possibilité de laisser sortir toutes les personnes qui le souhaitent de la bande de Gaza en sécurité et de manière libre, qui est absolument clé. Il y a ensuite la protection du personnel humanitaire, et je pense qu'il faut ici le réitérer, et on aura continué le travail qui est mené depuis plusieurs années, mais la protection des personnes comme des lieux est absolument clé dans ce genre de situation, et les garanties pour leur sécurité, la question des accès, est absolument indispensable.

Maintenant, je crois que les propos des deux ONG qui se sont exprimés l'ont très bien dit, ça fait plusieurs semaines, pour être très franc avec vous autour de cette table, que nous œuvrons, plusieurs autour de la table, à essayer de voir comment on peut acheminer de l'aide la manière la plus intelligente pour protéger les populations.

On a eu beaucoup de discussions avec le président SISSI, qui m'a très bien expliqué pourquoi c'était une très mauvaise idée d'aller faire une zone au nord de l'Égypte, parce que ça créait beaucoup de déséquilibre. D'abord, ça ne mettait pas en situation de protection les civils, que c'était ensuite politiquement quelque chose qui pouvait être totalement détourné. On n'a pas les conditions de bien sécuriser. Vous l'avez dit vous-même, il y a ensuite eu plusieurs discussions sur des safe zones. Et je parle, en essayant de reproduire ce que toutes et tous avaient pu dire aujourd'hui et avaient pu conseiller, ça n'est pas opérationnel, ça ne pourra pas être garanti.

En effet, on a déjà beaucoup de bombardements qui se font dans le sud, et il se trouve que, compte tenu de la stratégie qui est aussi celle du Hamas, de, en quelque sorte, s'accrocher aux zones qui devraient être les plus protégées, c'est-à-dire de se mettre sur les systèmes d'alimentation électrique des hôpitaux, de se mettre derrière les écoles, ça ne marchera pas.

C'est pourquoi je pense vraiment que la pause humanitaire immédiate et la préparation d'un vrai cessez-le-feu, qui permet en effet à l'organisation humanitaire de travailler, semble relever du consensus de toutes les organisations internationales et des ONG qui opèrent. Et donc, on doit en tirer les conséquences et bien le regarder en face.

Je pense que les circonlocutions qu'on pourrait avoir pour savoir s'il faut faire une cette zone-là, vous avez très bien dit les choses, je crois que c'est inopérant. Et donc, si on veut vraiment protéger des vies, ce qui ne doit pas empêcher la possibilité pour Israël de se défendre et de lutter contre le terrorisme — et on est prêts à y contribuer tous en partageant de l'intelligence, de l'information, en coupant les financements — doit passer en effet aujourd'hui par la remise de l'accès à l'eau et à l'énergie, et par cette trêve conduisant à un cessez-le-feu humanitaire qui seul permettra d'avoir une réponse à la hauteur du problème.

Les Nations unies ont aussi publié, et vous l'avez rappelé, Monsieur le Commissaire général et Monsieur le Secrétaire général adjoint, la nature des besoins financiers.

Je voudrais finir là-dessus pour essayer de récapituler ce premier tour de table.

C'est 1,2 milliard de dollars. J'appelle aujourd'hui aussi tous les pays présents à augmenter leurs contributions financières à l'égard de la population civile palestinienne via les Nations unies, dont l'UNRWA, le CICR, les ONG.

Depuis le 7 octobre, la France a annoncé 20 millions d'euros d'aides humanitaires supplémentaires, et nous allons porter cet effort à 100 millions d'euros pour 2023. Donc, c'est une manière de lancer les choses. Pour finir, je voudrais saluer aussi les différentes initiatives qui ont été lancées par plusieurs autour de la table. Le parachutage sur Gaza de matériel de santé par la Jordanie, la mise en place d'un hôpital de campagne par les Emirats arabes unis, le projet de corridor maritime proposé par le président Chypriote, le pont aérien qui a été mis en œuvre par la Commission européenne, l'initiative égyptienne pour soigner les blessés. J'appelle également votre attention sur le déploiement de moyens maritimes et médicaux français, ainsi que notre mobilisation pour accueillir les blessés et les enfants gravement malades.

Je souhaite que la conférence d'aujourd'hui puisse nous aider aussi peut-être à agréger tous ces efforts. La Grèce a aussi envoyé des bâtiments multiples, et c'est arrimé à l'effort Chypriote. Je pense qu'on pourrait gagner en efficacité collective et qu'on puisse mettre en place une espèce de secrétariat général opérationnel très léger à l'issue de cette conférence, pour être sûr qu'on agrège aux côtés des agences compétentes cet effort opérationnel et ses initiatives.

Ce que je propose maintenant, c'est de commencer ce tour de table, et je donne la parole à Madame la Présidente de la Commission européenne.

Chère Ursula, merci beaucoup d'être là.

Emmanuel MACRON

Merci monsieur le Premier ministre. Votre présence ici suffit à signifier que l'Autorité palestinienne est seule légitime à représenter le peuple palestinien et sa cause. Le Hamas savait très bien ce qu'il faisait le 7 octobre dernier. Sa condamnation claire vaut aussi distinction de ces points. Et l'Autorité palestinienne a une responsabilité éminente sur les 3 piliers que j'évoquais pour œuvrer avec la communauté internationale et trouver une solution sur la lutte claire contre le terrorisme, sur la question humanitaire que nous évoquons aujourd'hui et sur la question politique.